

# Les polices municipales interpellent les députés

## LOBBYING

Les directeurs des polices municipales l'affirment: «Des troubles et des perturbations durables seraient programmés» si le modèle de police unique s'imposait dans le canton.

DANIEL AUDÉTAT

Les directeurs des polices municipales mettent la pression sur le Grand Conseil en lui adressant très officiellement un argumentaire sous la forme d'une brochure de 15 pages, qui sera aussi envoyée aux autres autorités du canton. Au sommaire, bien sûr, la réforme policière.

Le moment est bien choisi. Cette semaine, une commission parlementaire commence son examen de deux modèles de sécurité diamétralement opposés. D'un côté, la police unique pour tout le canton (initiative D'Artagnan). De l'autre côté, la coordination des polices cantonales et municipales, modèle proposé par un «protocole d'accord» passé en novembre entre le Conseil d'Etat et les deux associations de communes.

### Elus mis en garde

Pour l'Yverdonnois Jean-Daniel Carrard, c'est bien simple. Président de la Conférence des directeurs des polices municipales (CDPM), il estime que le Grand Conseil n'a pas d'autre choix que de soutenir le modèle des «polices coordonnées». D'abord par respect envers un accord «qui sort de l'ornière un



**MUNICIPAUX** Lyonel Kaufmann (La Tour-de-Peilz), Jean-Daniel Carrard (Yverdon), Claudine Wyssa (Bussigny) et Marc Vuilleumier (Lausanne) ont décidé de mettre la pression sur le Grand Conseil par rapport à la réforme policière vaudoise.

dossier vieux de quinze ans» grâce à la convergence de tous les partenaires.

Tous, sauf la police cantonale, avec ses «quelques officiers de la gendarmerie» auxquels les municipaux reprochent d'intervenir trop directement dans le débat. La brochure met en garde les députés: «Pas besoin d'être devin pour comprendre que de contraindre les polices municipales et intercommunales à se fondre au sein de la police cantonale aurait de graves conséquences. Un tel coup

de force annoncerait une longue période de troubles.»

La CDPM en appelle alors au bon sens: «La situation actuelle fonctionne-t-elle si mal, est-elle si catastrophique que la sécurité n'est plus assurée dans ce canton au point qu'il faille entreprendre un chambardement général?» Assez de théorie, exigent les municipaux en invoquant «la réalité concrète du terrain».

Ils sortent alors leur grand argument: la proximité du dispositif de sécurité souhaitée par

la population. Qui l'incarnerait mieux que les forces communales? La Conférence des directeurs reconnaît une qualité au vieux projet Police 2000. Il s'est soldé par un échec, mais a conduit les corps municipaux à s'améliorer. Ils collaborent d'avantage, ont parfois même fusionné. Et leurs agents suivent désormais la même formation que ceux de la police cantonale. Dès lors, les municipaux prient instamment le Grand Conseil de laisser le dernier mot de l'affaire au peuple. ■



Le Dr Michel Pfulg, nouveau président de la Fondation Planque.

## «Rumine n'entraîne pas en ligne de compte»

### COLLECTION PLANQUE

Le nouveau président de la Fondation Planque évoque l'avenir des chefs-d'œuvre dans l'incertitude d'un nouveau Musée des beaux-arts.

«Vous savez, je ne suis président de la Fondation Planque que depuis le 1er avril, après le départ de mon prédécesseur, Jean-Jacques Cevey», commence-t-il, hésitant. Mais pourquoi le nom du Dr Michel Pfulg, chirurgien plastique et fondateur de Laclin, à Montreux, amateur d'art et collectionneur épris de l'art de l'après-guerre, n'a-t-il pas été vraiment communiqué publiquement? Le silence dans lequel la Fondation semble se draper depuis le rejet par les urnes du musée de Bellerive en inquiète plus d'un. Un silence qui donne prise à toutes les rumeurs: la collection partirait à Genève, en Suisse alémanique, voire à l'étranger.

Au Musée des beaux-arts, Bernard Fibicher ne cache pas sa préoccupation: «Le départ de la collection Planque aurait pour nous des conséquences gravissimes. Il risquerait même d'entraîner celui des autres collections promises.»

Le Dr Pfulg admet que le non à Bellerive a aiguisé les gourmandises.

**- Certaines rumeurs parlent de négociations avec Genève. Vous confirmez?**

- C'est une proposition parmi d'autres. Son Musée d'art et d'histoire considère aussi que la collection s'insérerait très bien dans son patrimoine. Mais son extension par Jean Nouvel n'est pas encore votée. D'autres propositions demandent de moins longs délais d'attente

**- Quelles autres propositions avez-vous reçues?**

- Il est trop tôt pour en parler. Plusieurs séances du bureau et du conseil de la Fondation Planque sont prévues, et j'ai une très longue liste de gens à rencontrer.

Ce qui est sûr, c'est que nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre encore dix ans.

**- Allez-vous prendre en compte l'attachement de Jean Planque pour son canton, et son souhait de lui laisser ses trésors?**

- Cet attachement est contesté par la plupart des membres de la Fondation qui ont bien connu Jean Planque. Personnellement, pour l'avoir rencontré, je sais qu'il voulait avant tout que ce soit une institution qui manifeste un véritable enthousiasme pour ses trésors, et qui leur fasse la place qu'ils méritent. Et nous savons tous que, pour lui, Rumine n'entraîne pas en ligne de compte.

**- Attendez-vous de nos instances publiques qu'elles vous fassent, en attendant un nouveau musée, des propositions concrètes?**

- Le maintien d'une collection dans les meilleures conditions de stockage et de conservation possibles coûte cher. D'un côté, l'Etat serait prêt à nous aider pour en assurer les frais courants, d'un autre côté, nous ne pouvons pas non plus nous fermer toute autre possibilité. Tout cela doit encore être mûrement réfléchi, étudié, pesé. Pour l'heure, nous allons continuer à exposer la collection: au Graphik Picasso Museum de Münster, à Saint-Louis (F) près de Bâle, l'an prochain pendant la Kunstmesse, au Musée Picasso d'Antibes...

**- Quelle serait pour vous la solution idéale?**

- Pour autant que la volonté et le désir en soient exprimés haut et fort politiquement et artistiquement - et non mollement comme jusqu'ici -, il serait souhaitable que la collection reste dans son canton. Mais cela exigerait encore de trouver une solution intermédiaire - par exemple, le dépôt dans une autre institution - en attendant le nouveau Musée des beaux-arts. Et cela ne peut exclure non plus qu'une autre proposition extrêmement alléchante nous fasse craquer...

FRANÇOISE JAUNIN

## Attention aux faux billets de 10, 20 et 50 francs!

### ARNAQUE

Des fausses coupures ont été écolées à Yverdon, mais aussi à La Côte, où plusieurs personnes ont été interpellées.

«Là c'est gris, ici c'est opaque...» Vrai billet de 20 francs entre les mains, Walter Barreto explique volontiers à ses clients

yverdonnois le mauvais tour dont il a été victime la semaine dernière. Un client de son kiosque - qui s'était peut-être fait avoir avant lui - l'a en effet payé avec une fausse coupure de 20 francs.

Le commerçant ne s'est aperçu de rien. Et c'est la banque qui a découvert le pot aux roses. «Ce n'est certes pas grand-chose, mais pour nous, c'est certaine-

ment 20 francs de perdus», regrette l'Uruguayen.

A Yverdon-les-Bains, il n'est pas le seul à avoir fait les frais d'adeptes de Farinet, ces derniers jours. Les gérants de deux autres kiosques et d'un établissement public, au moins, se sont aussi fait gruger. «Maintenant, nous sommes plus vigilants, même quand il y a du monde à la caisse», souligne l'un d'entre eux.

### «Assez exceptionnel»

Du côté des forces de l'ordre, on relève qu'il s'agit de cas isolés. «En revanche, nous menons une enquête sur La Côte où une vingtaine de cas ont été découverts dans des centres commerciaux, en début d'année. C'est assez ex-

ceptionnel», précise Jean-Christophe Sauterel. Le porte-parole souligne que plusieurs auteurs présumés ont déjà été interpellés.

Selon la police cantonale, la plupart du temps, il s'agit de cas grossiers, des billets photocopiés ou scannés. «Les coupures suisses sont parmi les plus sûres du monde. Et puis, on ne s'improvise pas faux-monnaieur comme ça, du jour au lendemain.» Mais dans le monde de la nuit, où ils sont le plus souvent écolés, les billets passent régulièrement comme une lettre à la poste.

Pour éviter que les cas ne se répètent, la police cantonale invite les personnes en possession de faux billets à l'avertir immédiatement, via le 117. F. RA.

## Argent de la drogue débusqué dans le TGV

### ARRESTATION

Les gardes-frontière ont trouvé une personne qui cachait dans son corps des œufs pleins de billets de banque.

«Nous ne connaissons pas avec certitude la provenance des billets qu'il avait cachés, mais ils ont certainement une origine illicite, et sa manière d'agir fait penser au trafic de drogue», déclare l'adjudant Jacques Javet, du corps des gardes-frontière. Ceux-ci ont arrêté, le 9 mai dernier dans le TGV

Paris-Lausanne, une personne originaire de l'Afrique de l'Ouest, détenteur d'un permis N (requérant d'asile).

L'arrestation a eu lieu vers 20 h, entre Vallorbe et Lausanne. La personne arrêtée aurait fait preuve d'un comportement suspect, n'avait plus de billet valable et n'était pas censée quitter la Suisse au vu de son permis N. Un examen radiographique a révélé la présence de deux «œufs» Kinder dans son anus. Ils contenaient 3500 francs en coupures de 100. L'homme a été remis à la police vaudoise. J. DU.

### PUBLICITÉ



TONI MORRISON DÉDICACERA  
«UN DON»  
LE VENDREDI 15 MAI  
DÈS 17 H  
CHEZ PAYOT LAUSANNE

PAYOT  
LIBRAIRE

Payot Libraire 4, place Pépinet 1003 Lausanne Tél. 021 341 33 31

### PUBLICITÉ

24 heures

Partenaire média

festival'entre2

mercredi 10 - 14h00, gratuit

jacky lagger

spectacle pour enfants

20h00, chf 38.-

LOLE

POLAR

jeudi 11 - 20h00, chf 38.-

célina

Le salon ovale

bars et restauration dès 18h30

vendredi 12 - 20h00, chf 38.-

Lorraine Félix

André-Daniel Meylan et

Les Globe Glotter

samedi 13 - 20h00, chf 38.-

Marc Aymon

Michael von der Heide

OPTION MUSIQUE

OCTOGONE 10, 11, 12, 13 JUIN 09 PULLY

réservation: 021 721 36 20 - www.festivalentrez.ch